

IDF EXPERTISE

&

CONSEIL

NEXIA
INTERNATIONAL

SOLIDARITES

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

*Siège social :
50, rue Klock
92110 CLICHY*

COMPTES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
ARRÊTÉS LE 31 DÉCEMBRE 2008

Mesdames, Messieurs les Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association **SOLIDARITES**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes « VIII - Provisions pour risques et charges » et « XV - Evènements postérieurs à la clôture » exposant le principe de comptabilisation d'une provision spécifique liée au risque estimé par la Direction à la date d'arrêté des comptes suite à l'expulsion, postérieure à la clôture, de votre Association du Soudan.

2. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre Association comptabilise des fonds dédiés, conformément au plan comptable associatif. La partie « VII – Fonds dédiés » de l'annexe présente les mouvements intervenus sur les fonds dédiés au cours de l'exercice. Nous nous sommes notamment assurés, sur la base de la documentation juridique obtenue et des contrôles par sondages des dépenses réalisés, de la correcte détermination des fonds dédiés à la clôture de l'exercice ;
- Comme présenté au paragraphe de l'annexe intitulé « VIII- Provisions pour risques et charges », votre Association constitue des provisions pour couvrir les risques liés à son activité. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions et dépréciations s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer les risques, sur une revue des risques identifiés et des estimations retenues, et sur un examen des événements postérieurs venant corroborer ces estimations ;
- La note « XVI- Compte d'emploi annuel des Ressources » de l'annexe expose les modalités d'élaboration retenues pour établir le compte d'emploi annuel des ressources prévu à l'article 4 de la loi n°91-772 du 7 août 1991. Nous nous sommes enfin assurés de la correcte mise en œuvre de ces modalités pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources.

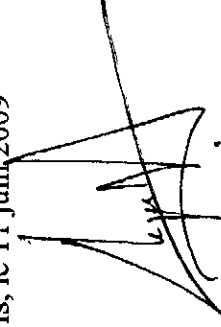
Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 11 juin, 2009



IDF EXPERTISE & CONSEIL
NEXIA International
Représentée par
Eric CHAPUS

ACTIF	Valeur au 31/12/2008			Valeur nette	31/12/2007
	Valeur brute	Amortissement & provision	Valeur nette		
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement	159 243	(10 263)	50 140	45 192	
Logiciels	139 403	109 263	30 140	45 132	
Autres					
Immobilisations corporelles	571 010	55 745	216 255	227 240	
Terrains					
Constructions					
Agencements installations	184 888	26 064	158 823	160 232	
Equipements techniques	2 491	2 491			
Matériel et mobilier	197 446	143 005	54 442	61 419	
Matériel de transport	186 185	186 185	0	5 589	
Autres					
En cours					
Immobilisations financières	144 622	0	144 622	127 657	
Participations	34 624		34 624	34 624	
Prêts					
Intérêts courus non échus	1 956		1 956	526	
Dépôts et cautionnements	108 047		108 047	89 538	
Total actif immobilisé	855 040	45 008	339 032	357 059	
Stocks et en-cours	102 576	0	102 576	75 475	
Matières premières					
Approvisionnements					
En cours de production de biens ou de services	102 670		102 670	75 475	
Marchandises					
Fournisseurs débiteurs (immobilisations)					
Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations					
Créances et comptes rattachés	21 801 713	0	21 801 713	16 745 453	
Baillleurs - débiteurs divers	21 571 447		21 571 447	16 660 155	
Frais de Personnel / Caisses sociales - Débiteurs	27 892		27 892	72 797	
Fournisseurs débiteurs	4 000		4 000	1 365	
Fournisseurs RRR et autres avoirs			0	0	
Autres débiteurs	198 374		198 374	11 137	
Disponibilités	41 28 547	0	41 28 547	45 7 012	
Placements : valeurs mobilières et autres					
Disponibilités	1 998		1 998	1 998	
Virements internes	4 126 649		4 126 649	4 545 015	
Placements			0	0	
Intérêts courus non échus					
COMPTES ET REGULARISATION					
Charges constatées d'avance	105 804		105 804	174 342	
Etat-Produit à recevoir			0	0	
Autres Produits à recevoir			0	0	
Autres comptes à régulariser			0	0	
Différences de conversion Actif	481 039		481 039	346 819	
Total actif circulant et assimilés	586 843	0	586 843	521 161	
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Primes remboursement obligations					
Intérêts d'emprunt à étaler					
Total de l'actif	27 474 914	467 008	27 007 906	22 286 161	

	PASSIF	31/12/2008	31/12/2007
FONDS PROPRES ET ASSIMILES	FONDS ASSOCIATIFS		
	FONDS PROPRES (TOTAL DES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE)	31 670 720	11 016 599
	Valeur du patrimoine intégré		
	Fonds statutaires		
	Apports sans droit de reprise		
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés		
	Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables		
	Écart de réévaluation		
	Sur biens sans droit de reprise		
	Sur biens avec droit de reprise	1 005 781	833 446
	Report à nouveau	451 022	172 337
	Résultat		
	Réserves		
	Indisponibles		
	Statutaires ou contractuelles		
	Règlementées		
	Autre (dont projet associatif)	11 117	11 117
FONDS PROPRES ET ASSIMILES			
APPORTS AVEC DROIT DE REPRISE			
Apports avec droit de reprise			
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés assortis d'une obligation ou d'une condition			
Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
Droit des propriétaires (commodat)			
PROVISIONS			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Pour risques et charges	668 944	293 676	
Pour risques de change	257 553	28 098	
FONDS DÉDIÉS			
FONDS DÉDIÉS			
Sur subventions de fonctionnement	22 016 355	18 210 280	
Sur dons manuels affectés			
Sur autres ressources			
DETTES			
DETTES			
Capital emprunté			
Intérêts courus non échus			
Banques	100 361	1 967	
Capital emprunté			
Intérêts courus non échus			
Autres			
Avances reçues et Baileurs créditeurs	193 617	394 532	
Fournisseurs et comptes rattachés	936 821	1 419 198	
Dettes relatives au personnel	734 725	603 290	
Dettes immobilisations et comptes rattachés			
Dépôts usagers			
Autres dettes - Programmes à réaliser	15 808		
PROVISIONS ET DÉPENSES D'AVANCE			
TOTAL DES DETTES	615 801	323 222	
Différence de conversion Passif	615 801	323 222	
ENGAGEMENTS REÇUS			
Legs nets à réaliser			
Acceptés par les organes statutairement compétents			
Autorisés par l'organe de tutelle			
Dans en nature restant à vendre			
TOTAL DU PASSIF	27 007 906	22 286 161	

CHARGES INITIALES		31/12/2008	31/12/2007	PRODUITS INITIALES		31/12/2008	31/12/2007
COUTS DE PERSONNEL				PRODUITS DE L'ACTIVITE PRINCIPALE (avec détail des rubriques spécifiques)			
Appointements bruts		8 083 757	6 002 459	Cotisations		2 435	2 073
Indemnités diverses insertion professionnelle		15 000	2 778	Dons		3 447 656	3 860 377
Charges sociales		1 669 684	1 280 799	Legs et donations		28 322	25 506
Charges fiscales & assimilées		170 204	161 751	Ventes diverses (calendriers autres...)			
Indemn. journalières: Formation continue				Subventions de fonctionnement			
Autre coûts		2 255 168	1 828 814	Produits liés à des financements réglementaires			
TOTAL COUTS PERSONNEL		12 287 813	9 272 626	Ventes de dons en nature			
Variation de stock de matières consommables							
Alimentation		-27 195	-23 735				
Combustibles & énergie		256 757	208 914	Prestations aux usagers			
Carburant & fournitures garage		990 344	783 415	Prestations aux tiers			
Fournitures & études pour Evènementiel / Campagne Collecte		1 205 494	1 345 401	Production d'immobilisations			
Fournitures atelier entretien		891 825	776 838	Produits d'activité annexe Terrain		3 593	2 624
Fournitures administratives		272 205	242 493	Subvention d'exploitation		10 221	5 451
Fourniture d'équipement durable Bailleurs		1 288 594	1 692 477	Reprises sur provisions		135 245	101 933
Fournitures vie sociale				Reprises sur amortissements		-970	1 320
CONSOUMMATIONS		4 878 024	5 025 804	Transferts de charges		3 765	541
Sous-traitance				Autres produits			
Crédit-bail		12 660	6 600				
Locations & charges locatives		2 764 338	2 586 033				
Entretien & réparations extérieurs							
Contrats d'entretien		35 613	363 828				
Entretien & réparation matériel de transport & divers		304 187	67 040				
Primes d'assurances		98 863	14 864				
Etudes, cotisations, documentations		14 664					
Personnel extérieur		383 518	310 256				
Honoraires et divers		92 157	103 789				
Information, publicité		715 572	455 893				
Transports		1 995 242	1 717 174				
Déplacements, missions, réceptions		1 173 565	1 392 356				
Frais PTT		208 294	161 800				
Service bancaires		7 750	10 322				
Divers		172 181	193 366				
Autres Impôts		7 978 604	7 383 327				
AUTRES SERVICES EXTERIEURS							
Aides: achats - Assurances		8 582 860	5 565 185				
Quote-part des services gérés en commun							
Subventions internes de fonctionnement		-5 326	4 022				
Dépenses inéligibles							
Dotations aux amortissements, dépréciations et engagements :							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		70 756	52 479				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions		500 980	119 242				
Pertes sur créances irrécouvrables		7 503					
Autres charges de gestion courante divers		223	1 454				
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		9 156 997	5 742 383				
Engagements à réaliser sur ressources affectées		20 405 266	17 233 946				
TOTAL CHARGES		20 405 266	17 233 946				
Charges financières :				Produits financiers :			
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		257 553	23 099	De participation		60	6 579
Intérêts et charges assimilées		18 170	40 185	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		2 462	1 722
Différences négatives de change		826 990	472 223	Autres intérêts et produits assimilés		23 099	71 168
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		1 066 377	206 898
Autres charges financières				Différences positives de change			
				Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL CHARGES FINANCIERES		1 102 714	535 507	TOTAL PRODUITS FINANCIERES		1 091 998	286 357
RESULTAT FINANCIER NEGATIF (CHARGES > PRODUITS)		-10 716	-249 150	RESULTAT FINANCIER POSITIF (PRODUITS > CHARGES)			
Charges exceptionnelles :				Produits exceptionnels :			
Créances irrécouvrables		390	1 297	Reprises sur provisions pour créances douteuses			
Charges sur exercices antérieurs		138 408	76 215	Produits sur exercices antérieurs			
Autre charges exceptionnelles				Autres produits exceptionnels			
Pénalités - amendes fiscales et sociales				Produits de cession des immobilisations			
Dotations excep: amortissements et provisions							
Dotations fonds de trésorerie							
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES		138 798	77 512	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS		20 315	33 370
RESULTAT EXCEPTIONNEL NEGATIF (CHARGES > PRODUITS)		-118 483	-44 142	RESULTAT EXCEPTIONNEL POSITIF (PRODUITS > CHARGES)			
TOTAL CHARGES		20 524 049	17 288 092	TOTAL PRODUITS		20 524 049	17 288 092
Excédent de fonctionnement				Déficit de fonctionnement			
		451 022	172 335				
TOTAL		20 524 049	17 288 092	TOTAL		20 524 049	17 288 092
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature		9 693 325	9 352 936	Bénévolet		9 693 325	9 352 936
Mise à disposition gratuite de biens et services		41 472		Dons en nature		41 472	
Personnel bénévole				Prestations en nature			
TOTAL DES CHARGES		66 011 034	60 541 770 344	TOTAL DES PRODUITS		66 011 034	60 541 770 344

ANNEXES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

1. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

I - METHODES RETENUES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes:

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Les comptes sont présentés conformément aux dispositions du plan comptable des associations, homologué par règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°99-01 du 8 avril 1999.

II - IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur supérieure à 500 euros sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations corporelles sont constituées majoritairement d'achats de véhicules, de radios et de matériel informatique destinés aux actions humanitaires.

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels acquis et de licences

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur localisation et de leur nature suivant le tableau ci-après:

<i>Localisation du bien</i>	<i>Nature du bien</i>	<i>Durée d'amortissement</i>	<i>Mode d'amortissement</i>
Siège	Logiciel standard	1 an	Exceptionnel
Siège	Adaptations logicielles	3 ans	Linéaire
Siège	Matériel de bureau et informatique fixe	4 ans	Linéaire
Siège	Matériel informatique portable	3 ans	Linéaire
Siège	Agencements	10 ans	Linéaire
Terrains	Matériel de bureau et informatique	1 an	Linéaire
Terrains	Matériel de transport	1 an à 3 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel de structure	1 an à 2 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel Programme	1 an à 3 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel de Télécommunications	1 an à 2 ans*	Linéaire

* La durée d'amortissement varie selon le type de matériel ou véhicule.

Les taux d'amortissement des immobilisations sur les missions ont été revus en 2008 et varient selon le type de matériel ou véhicule immobilisé.

III - STOCKS

Les stocks sont constitués de :

- 1 - Fournitures Consommables liées à l'activité de la communication et de la collecte. Ils sont évalués selon la méthode FIFO («First In, First Out» - Premier entré, Premier sorti)
- 2 - Matériel informatique acheté en lot et envoyé sur le terrain sur BCI (bon de commande interne). Ils sont évalués selon la méthode FIFO («First In, First Out» - Premier entré, Premier sorti).

IV - CREANCES

Les créances sont décomposées en trois sous-ensembles :

- Créances sur Contrats Bailleurs
- Créances Fournisseurs
- Créances Sociales (Personnel et caisses sociales)

Ces créances sont enregistrées pour leur valeur nominale.

L'ensemble de ces créances est à moins d'un an.

Sur certaines créances devenues douteuses, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la probabilité de non recouvrement de créances est avérée.

Les créances en devises sont ajustées en fonction des taux moyens de décembre 2008, par le biais d'une comptabilisation d'un écart de conversion actif ou passif.

V - LIQUIDITES ET EXIGIBILITES IMMEDIATES EN DEVICES

A Paris, le pool bancaire de l'association fournit les moyens financiers complémentaires pour financer les activités des missions avant que les bailleurs institutionnels ne remboursent SOLIDARITES. Ce pool a fait l'objet d'un avenant pour faire rentrer la CDC (Caisse des Dépôts et Consignations) à partir de début 2005. Selon ce nouvel accord, l'ouverture de crédit est consentie à SOLIDARITES par les banques comme suivant:

- La BNP Paribas accorde un crédit en USD ou en euros à hauteur de la contre-valeur de 675000 €.
- Le Crédit Lyonnais accorde une ligne en euros à hauteur de 540 000 € et sur le compte en devise USD à hauteur d'un montant maximum de 135 000 €.
- Le Crédit coopératif accorde une ligne euros à hauteur de 400 000 €.
- La Caisse des Dépôts et Consignations accorde une ligne dollars à hauteur de la contre valeur dollar de 245 000 €.

VI - CHANGEMENT DE METHODE OU DE PRESENTATION

Aucun changement significatif de méthode ou de présentation comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

VII – LES FONDS DEDIES

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC.

FONDS DEDIES PAR PAYS	Début 2008	R.A.N.U. de l'exercice (1)	Consommation des R.A.N.U. des exercices antérieurs (2)	ECP 477000 2007	ECA 476000 2008	ECP 477000 2008	Fin 2008
010 - Fonds dédiés AFGHANISTAN	1 130 522	-733 267	482 912				880 167
060 - Fonds dédiés BURUNDI	1 378 203	-735 026	422 333				1 065 510
120 - Fonds dédiés RDC NORD KIVU (Goma)	5 191 015	-5 191 015	2 480 863				2 480 863
121 - Fonds dédiés RDC NE - ITURI (Bunia)			1 178 394				1 178 394
125 - Fonds dédiés RDC SUD EST	1 623 543	-1 623 543	1 231 151				1 231 151
150 - Fonds dédiés COTE D'IVOIRE	1 222 430	-1 216 228	2 593 906				2 600 108
180 - Fonds dédiés LIBERIA	656 231	-656 231	839 902				839 902
190 - Fonds dédiés SOUDAN	2 369 742	-2 369 742	3 629 481				3 629 481
210/230 -Fonds dédiés ASIE	102 800	-102 800					
260 - Fonds dédiés KENYA-SOMALIE	1 179 794	-1 179 794	3 151 180				3 151 180
280 - Fonds dédiés THAILANDE	769 442	-455 401	1 529 882				1 843 923
290 - Fonds dédiés SUD SOUDAN	535 329	-535 329	420 132				420 132
300 - Fonds dédiés R.C.A.	1 867 865	-1 571 634	1 728 529				2 024 760
320 - Fonds dédiés BANGLADESH	183 363	-183 363	2 942				2 942
330 - Fonds dédiés TCHAD			104 263				104 263
340 - Fonds dédiés BIRMANIE			609 397				609 397
TOTAL	18 210 280	-16 553 374	20 405 266				22 062 171
Complément fonds dédiés liés au change ECP							
010 - Fonds dédiés AFGHANISTAN					-2 291		-2 291
060 - Fonds dédiés BURUNDI				113 219	-5 050		-5 050
120 - Fonds dédiés RDC NORD KIVU (Goma)		-113 219			-30 042		-30 042
121 - Fonds dédiés RDC NE - ITURI (Bunia)				37 237	-25 270		-25 270
125 - Fonds dédiés RDC SUD EST		-37 237					
150 - Fonds dédiés COTE D'IVOIRE							
180 - Fonds dédiés LIBERIA		-40 125		40 125		44 758	44 758
190 - Fonds dédiés SOUDAN		-73 377		73 377	-181 272	90 871	-90 401
260 - Fonds dédiés KENYA-SOMALIE		-28 905		28 905		84 925	84 925
290 - Fonds dédiés SUD SOUDAN		-27 225		27 225	-22 056		-22 056
300 - Fonds dédiés R.C.A.		-3 134		3 134	-621		-621
340 - Fonds dédiés BIRMANIE					-2 700	2 931	231
TOTAL		-323 222		323 222	-269 302	223 485	-45 817
Ecart de conversion Passif - Variation							
TOTAL	18 210 280	-16 876 596	20 405 266	323 222	-269 302	223 485	22 016 354

Depuis l'exercice 2007, les fonds dédiés résultant de contrats bailleurs en devises sont calculés suivant cette devise et valorisés au taux de change de clôture.

De plus pour permettre une meilleure lecture des pertes et gains de change liés au reporting en devises étrangères, il est convenu de comptabiliser aux comptes 476 et 477 « Différences de conversion actif et passif » la variation des fonds dédiés en devises au 31/12.

Une provision pour risque de change est calculée par compensation entre la différence de conversion Actif calculée sur les soldes des comptes tiers Bailleurs (467100) et la différence de conversion Passif sur fonds dédiés en devises (194100).

Cette année, la provision s'élève à 257 553 euros.

Par ailleurs, il a été procédé à un reclassement en résultat financier des économies réalisées sur les dépenses programmes compte tenu de l'évolution des cours des devises par rapport au cours d'origine des subventions. Ce reclassement s'est traduit par une augmentation des charges programmes de 501 675,51 €, en contrepartie de produits financiers pour un montant de 664 015,67 € et 162 340,16 € en charges financières.

VIII - PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Un montant de 926 498 Euros est inscrit au bilan.

Il comprend des provisions pour litiges pour 468 944 euros, une provision pour risque de fermeture Soudan de 200 000 euros (risque estimé dans le cadre de l'expulsion de notre association, décidé postérieurement à la clôture, et correspondant à la perte qui pourrait ne pas être prise en charge par les bailleurs) et une provision sur risque de pertes de change sur les créances et les dettes pour 257 553 euros. La provision comptabilisée correspond principalement à l'écart de conversion actif relatif aux subventions à percevoir en GBP. En effet, la fluctuation importante du taux de change du GBP en 2008 nous conduit à prévoir cette perte sur 2009.

Par ailleurs, lorsque que des pertes à terminaison sont attendues sur des programmes en cours à la clôture de l'exercice, ces dernières font l'objet d'un provisionnement intégral au 31 décembre.

IX – DETTES

Les dettes sont décomposées en cinq sous-ensembles:

- Dettes fournisseurs et comptes rattachés
- Dettes fiscales et sociales
- Subvention à affecter
- Avances reçues des Bailleurs et comptes Bailleur créditeurs
- Autres dettes

L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an.

Les dettes en devises sont ajustées en fonction des taux moyens de décembre 2008.

X - DEPENSES POUR LES MISSIONS

Les dépenses effectuées pour les missions sont engagées soit:

- par le siège, pour le compte des missions,
- par les missions elles-mêmes

Les dépenses engagées par le siège sont prises en compte lors de la facturation du bien ou de la prestation de service.

Les dépenses pour les missions sont comptabilisées dans la majeure partie des cas à la date de leur paiement. Il se peut toutefois que les missions engagent des dépenses lors de la livraison du bien, ou lors de la réalisation effective de la prestation.

XI - PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

Le modèle de compte de résultat adopté par SOLIDARITES est conforme au règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.
Le compte d'emploi des ressources complète la lecture de l'utilisation des fonds confiés à SOLIDARITES.

XII - EFFECTIFS

Au 31/12/2008, les effectifs s'élèvent à 113 salariés (équivalent temps plein).

XIII - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés pour leur fonction d'administrateur. Le détail des conventions réglementées est présenté dans le rapport spécial du Commissaire aux Comptes.

XIV - ENGAGEMENT HORS BILAN

L'Association SOLIDARITES s'est constituée caution limitée envers la SCIDOLPHI à hauteur de 102 000 € au titre de la location des bureaux à Clichy (92 110), 50 rue KLOCK.

Compte tenu d'un turnover important et de la faible ancienneté des salariés, l'Association SOLIDARITES a estimé l'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite uniquement pour les salariés ayant le plus d'ancienneté. Cette indemnité a été estimée à 25 K€. Ce montant ne fait pas l'objet de provision au niveau des comptes de l'Association.

Par ailleurs, les Droits Individuels à la Formation font l'objet d'une information individuelle auprès des salariés.

XV – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 4 mars 2009, suite à la décision de la Cour Pénale Internationale d'un mandat d'arrêt concernant Omar El Béchir Président du Soudan, SOLIDARITES a été convoquée par les autorités soudanaises à Khartoum et, comme 12 autres ONG mettant en œuvre les programmes d'aide humanitaire sur place, a été informée de son expulsion du pays. Cette décision a eu pour impact le retour en France de l'ensemble du personnel expatrié travaillant pour SOLIDARITES au Darfour ; l'arrêt de toutes activités humanitaires dans la zone et la rupture de l'ensemble des contrats avec les fournisseurs et personnel national sur place. De plus, le 19 mars 2009 le Ministre de Travail soudanais a émis un décret imposant le paiement de 6 mois d'indemnités au personnel national, soit 5 mois supplémentaires que la loi en vigueur.

L'impact du décret ainsi que d'autres coûts exceptionnels et l'arrêt des activités humanitaires a été discuté à tous les niveaux dès le premier jour (autres ONG, bailleurs de fonds, Nations Unies etc.) Malgré le soutien apporté concernant le départ des expatriés et la clôture de la mission au Darfour, au moment de la clôture des comptes 2008, certains bailleurs n'ont pas donné un engagement clair sur la prise en charges des frais associés dans le cadre des subventions en cours à la date d'expulsion. C'est pourquoi une provision spécifique de 200K Euros, représentant la meilleure estimation du risque, a été incluse pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

XVI - COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES

Le compte d'emploi des ressources est établi selon les principes dictés par l'article 4 de la loi 91-772 du 7 août 1991 et l'arrêté du 30 juillet 1993. Le compte d'emploi des ressources fait ressortir l'origine des différentes ressources annuelles de l'association et leurs affectations en emplois.

Il est précisé par ailleurs que le règlement CRC 2008-12 homologué par arrêté du 11 décembre 2008 prévoit désormais un cadre normalisateur, applicable de façon obligatoire pour les exercices qui seront ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. L'application anticipée de ce règlement n'a pas été retenue au 31 décembre 2008.

Le compte d'emploi annuel des ressources est présenté en dernière page de la présente annexe.

LES EMPLOIS

Les emplois se décomposent en cinq rubriques :

- les missions sociales
- les frais d'appel à la générosité du public
- les frais d'information et de communication,
- les frais de fonctionnement de l'Association
- les ressources affectées non-utilisées de l'exercice

Missions Sociales

Les «Missions Sociales» regroupent l'ensemble des charges directes engagées pour chacune des missions humanitaires de SOLIDARITES. Elles sont réparties comme suit :

- Les dépenses programmes
 - Les dépenses opérationnelles fonds propres
 - Les dépenses de soutien aux missions
 - Les contributions volontaires en nature
- **Les dépenses programmes:** Il s'agit de tous les frais relatifs à la réalisation des programmes qui font l'objet d'un contrat avec un bailleur institutionnel ou privé: c'est-à-dire les ressources humaines expatriés et nationales, les moyens logistiques et les achats de matériels et des fournitures. Les dépenses effectuées sont engagées soit par le siège en France soit par les missions elles-mêmes.
 - **Les dépenses opérationnelles fonds propres:** Il s'agit des dépenses opérationnelles complémentaires aux dépenses programmes qui sont financées par la collecte de fonds et qui assurent la continuité des missions ou l'entrée dans un pays en cas d'ouverture. Elles comprennent les ressources humaines expatriés et nationales, les moyens logistiques et les achats de matériels et des fournitures.
 - **Les dépenses de soutien aux missions:** elles comprennent les frais des visites d'assistance technique et de gestion effectuées par le personnel du siège sur le terrain. Elles viennent souvent en complément des autres dépenses opérationnelles et concernent les évaluations pour des interventions dans de nouvelles zones, du suivi opérationnel et du soutien en ouverture et fermeture de mission.
 - **Les contributions en nature:** Afin de montrer le vrai volume des activités opérationnelles, SOLIDARITES valorise les contributions en nature reçues des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des programmes humanitaires. Elles concernent surtout des dons reçus de l'UNICEF pour les distributions non-alimentaires en réponse aux urgences de personnes déplacées et du Programme alimentaire mondial (PAM) pour les distributions alimentaires. Elles comprennent également une valorisation des dons de compétences dans le cadre de projets spécifiques.

Les Frais d'appel à la générosité du public

Les «Frais d'appel à la générosité du public» regroupent l'ensemble des charges directes engagées pour collecter les fonds du public. Il s'agit des

- frais relatifs aux actions de marketing direct auprès du grand public: les opérations de fidélisation (donateurs existants) et de prospection (nouveaux donateurs)
- frais de traitement des dons (prestataire informatique, édition et envoi des reçus fiscaux, fournitures et frais d'affranchissement)
- honoraires de l'agence de marketing direct
- salaires et charges et des frais annexes du service de collecte de fonds au siège

Les frais d'information et de communication

Les «frais d'information et de communication» regroupent l'ensemble des frais de supports de communication ainsi que les campagnes institutionnelles. Il s'agit des frais des sites web - www.solidarites.org et www.votregouttedeau.org – la campagne e-pétition, les événements autour de la journée mondiale d'eau, 50% des frais du journal de l'association et les charges associées avec les supports de communication (dossiers spéciaux etc.) et le rapport annuel. Les salaires et charges et les frais annexes du service communication font aussi partie intégrale de ces frais.

Les frais de fonctionnement de l'association

Les «frais de fonctionnement de l'association» sont composés de cinq postes distincts:

- les frais du siège
- les charges financières
- les charges financières – effet change
- les provisions pour risques et charges
- les charges exceptionnelles

- Le poste «frais du siège» comprend l'ensemble des frais des services du siège qui ne se trouvent pas déjà dans les dépenses soutien aux missions ou dans les frais de collecte et de communication. Il s'agit des frais du service mission, du service des ressources humaines expatriés et le service logistique ainsi que les fonctions de direction générale, services généraux, finance, contrôle interne, informatique et accueil et tous les frais de structure (loyers, entretiens, assurances, télécommunications etc.). Ce poste comprend aussi la valorisation de partenariat de compétences concernant des projets siège.

La décomposition de ce poste au cours des deux derniers exercices est la suivante:

En Euros	2008	2007
Service Missions et Cellule Technique	560,043	624,585
Gestion des Ressources Humaines Expatriées	247,250	219,180
Service Logistique	243,677	215,613
Fonctionnement du siège (loyer, charges, téléphone)	286,017	364,647
Direction Générale, Finance et Audit	840,735	701,045
Total Frais de Siège	2,177,721	2,125,070

- Le poste «charges financières» comprend les intérêts bancaires surtout liés aux comptes bancaires du siège
- Le poste «charges financières – effet change» comprend l'ensemble des charges financières liées aux pertes de change et des provisions pour pertes de change latentes. Il s'agit surtout des pertes de change dues aux flux en devises étrangères et à la valorisation des comptes devises en Euros. Les deux postes «charges financières – effet change» et «produits financiers - effet change» ensemble donnent la lecture des effets de change nets dans les comptes annuels.
- Le poste «provisions pour risques et charges» regroupe l'ensemble des dotations pour risques hors risques de change: les risques sur contrat bailleurs et les risques sociaux et divers. Dans le compte d'emploi annuel des ressources, la distinction n'est pas faite entre les dotations liées aux missions et les dotations concernant le siège.
- Le poste «charges exceptionnelles» regroupe l'ensemble des charges non directement imputables aux dépenses programmes. Il s'agit notamment des pertes résultant des braquages sur les missions.

Les ressources affectées non-utilisées de l'exercice

Il s'agit des engagements pris sur les programmes humanitaires en cours qui sont rapportés aux exercices ultérieurs.

LES RESSOURCES

Les ressources se distinguent en six catégories:

- Les ressources issues de la générosité publique
- Les autres ressources privées
- Les ressources institutionnelles
- Les Contributions volontaires en nature
- Les autres ressources
- La consommation des ressources affectées non-utilisées des exercices antérieurs

Les ressources issues de la générosité publique

Les «ressources issues de la générosité publique» comprennent l'ensemble des dons collectés grâce aux opérations de marketing direct et les dons sous forme de legs. Il s'agit des dons issus de tous les appels de fonds: par envoi papier, par opération téléphonique, par internet et par prélèvement automatique. En 2008, une nouvelle ligne identifiant un don exceptionnel a été rajoutée.

Les autres ressources privées

Les «autres ressources privées» regroupent les fonds collectés auprès des entreprises et autres institutionnels privés (Fondations, Croix Rouge Française etc.) ainsi que les cotisations des adhérents de l'association et certaines activités annexes. Les fonds collectés auprès des entreprises et autres institutionnels peuvent être accordés pour financer des actions et des programmes spécifiques.

Les ressources institutionnelles

Les «ressources institutionnelles» comprennent l'ensemble des ressources issues de la recherche de fonds publics et sont détaillées par origine. Les subventions peuvent être perçues selon deux canaux: par le siège en France ou directement par les missions.

Les Contributions en nature

Les «contributions en nature» reçues des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des programmes humanitaires sont valorisées dans les ressources de l'exercice comme dans les emplois (Missions Sociales). Elles concernent principalement les dons reçus de l'UNICEF pour les distributions non-alimentaires en réponse aux urgences de personnes déplacées et du PAM pour les distributions alimentaires. Mais il peut aussi s'agir des semences et des outils, de l'équipement, d'autre matériel de première nécessité et des ressources humaines dans le cadre de partenariats de compétences.

L'activité de bénévolat au sein de SOLIDARITES reste négligeable et n'est pas valorisée ni en 2008 ni en 2007.

Les autres ressources

Les «autres ressources» sont composées de cinq postes distincts:

- Autres produits d'exploitation
- Produits financiers
- Produits financiers – effet change
- Reprise de provisions et amortissements
- Produits exceptionnels

- Le poste «autres produits d'exploitation» regroupe les produits de gestion courante (régularisation, différences etc.), les transferts de charges issus de remboursements, principalement CPAM, et les

remboursements liés aux aides à l'emploi. A fin 2008, SOLIDARITES disposait d'un seul contrat d'avenir en cours faisant objet de remboursements en tant que contrat aidé

- Le poste «produits financiers» comprend les intérêts bancaires sur placements,
- Le poste «produits financiers – effet change» comprend les gains de change éventuels sur les mouvements en devise et les contrats bailleurs et les reprises de provision concernant les pertes de change latentes. La lecture de ce poste est à faire avec le poste «charges financières – effet change»
- Le poste «Reprise de provisions et amortissements» regroupe les reprises de l'ensemble des provisions pour risque hors les risques de change (sur contrat et concernant autres litiges / risques éventuels) ainsi que les reprises éventuelles des amortissements.
- Le poste «produits exceptionnels» comprend les produits des cessions d'équipement durable, des remboursements des assurances en cas d'incident exceptionnel (incendie etc.)

La consommation de ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs

Il s'agit des engagements pris sur les programmes humanitaires des exercices antérieurs qui sont consommés dans l'exercice en cours ainsi que les reprises des engagements spécifiques aux contrats en devises.

ANNEXES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

2. TABLEAUX DETAILLES

IMMOBILISATIONS

TABEAU DES IMMOBILISATIONS				
<i>Rubriques</i>	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	133 805	5 598		139 403
Immobilisations corporelles	591 439	36 188	56 617	571 010
Immobilisations financières	124 688	58 250	38 310	144 628
TOTAL	849 932	100 036	94 927	855 041

TABEAU DES AMORTISSEMENTS				
<i>Rubriques</i>	<i>Amortissements cumulés au début d'exercice</i>	<i>Augmentations : dotations de l'exercice</i>	<i>Diminutions d'amortissements de l'exercice</i>	<i>Amortissements cumulés à la fin de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	88 673	20 591		109 263
Immobilisations corporelles	364 200	50 163	56 617	357 745
Immobilisations financières				
TOTAL	452 872	70 753	56 617	467 008

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

TABEAU DES PROVISIONS				
<i>Rubriques</i>	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	293 676	500 980	125 712	668 945
Provisions pour risques de change	23 099	257 553	23 099	257 553
Provisions pour charges				
Provisions pour dépréciation				
TOTAL	316 775	758 534	148 811	926 498

CREANCES

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2008

Créances	Montant brut	Degré de liquidité	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :	21 603 339	21 603 339	
Bailleurs - débiteurs divers	21 571 447	21 571 447	
Frais de Personnel / Caisses sociales - Débiteurs	27 892	27 892	
Fournisseurs débiteurs	4 000	4 000	
Fournisseurs RRR et autres avoirs			
TOTAL	21 603 339	21 603 339	

DETTES

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2008

Dettes	Montant brut	Degré de liquidité	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Emprunt obligataires	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :	-	-	-
- à deux ans au maximum à l'origine	-	-	-
- à plus de 2 ans à l'origine	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	936 821	936 821	-
Dettes fiscales et sociales	734 725	734 725	-
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés	-	-	-
Subventions à affecter	-	-	-
Avances reçues des bailleurs - Bailleurs créditeurs	193 617	193 617	
TOTAL	1 865 162	1 865 162	-

COMPTES DE REGULARISATION

RECAPITULATIF DES COMPTES DE REGULARISATION

	Charges Constatées d'Avance	Factures non Parvenues	CP personnel local + Volontaire	CP Salaries + CH 57% SIEGE	Autres Charges sociales à payer SIEGE	Avoirs Non Parvenu	Produits à Recevoir
SIEGE	56 031	40 418		142 320	70 776		
SIEGE / COMMUNICATION	603	1 897					
BANGLADESH	138						3 481
BIRMANIE	5 024	3 000					
BURUNDI	14 801						
KENYA	80						3 201
LIBERIA	5 416	1 280					
RCA	8 940						
RDC ITURI NE	24						5 452
RDC NK NORD KIVU (GO	7 331	10 306					
RDC KATANGA	3 393	3 803					
SOUDAN	4 025						
SUD SOUDAN							
TCHAD							1 738
TOTAL	105 804	60 704		142 320	70 776		13 873

RESULTAT FINANCIER

	Débit	Crédit
CHARGES FINANCIERES		
66100000 INTERETS BANCAIRES TERRAIN	1 054	
661600 INTERETS BANCAIRES SIEGE	17 116	
66600000 PERTES DE CHANGE	664 380	
66610000 RF / PERTE DE CHG	162 569	
6688100 ECART EURO	42	
686500 PROVISION POUR RISQUE DE CHANGE	257 553	
TOTAL	1 102 714	
PRODUITS FINANCIERS		
76400000 REVENUS VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		60
76600000 GAINS DE CHANGE		402 133
76610000 GAINS DE CHANGE / RF DEVICES		664 244
76800000 INTERETS BANCAIRES TERRAIN		1 031
768100000 INTERETS BANCAIRES SIEGE		1 431
768800000 INTERETS BANCAIRES SIEGE		23 099
78650000 REPRISE SUR PROVISION POUR RISQUE CHANGE		1 091 998
TOTAL		1 091 998
RESULTAT FINANCIER	-10 716	

Les pertes de change totales de l'exercice s'élevaient à 1 102 714 Euros et les gains de change à 1 091 998 Euros.

Les intérêts bancaires débiteurs représentent la rémunération des avances de trésorerie consentie par notre pool de banque (BNP Paribas, Crédit Lyonnais, BFCC, CDC)

RESULTAT EXCEPTIONNEL

	DEBIT	CREDIT
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
67110000	107 002	
67120000	1 235	
67200000	390	
67880000	30 171	
TOTAL	138 798	
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
77100000		19 600
7718000		512
77200000		
77520000		
77880000		203
TOTAL		20 315
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-118 483	

Les produits exceptionnels terrain sont composés pour l'essentiel du remboursement par les vigiles Burundais d'un vol subit par la mission de 2 300 Euros et d'une erreur bancaire au Sud Soudan commise par une banque lors de la fermeture du compte d'un montant de 6 330 Euros.

Le montant des cessions d'équipements durables s'élève à 512 €.

Nos charges exceptionnelles Terrain proviennent essentiellement de vols subis sur nos missions 57 098 €. Et de la prise en charge des dépenses d'hospitalisation d'un civil accidenté à Bunia par un de nos véhicules pour un montant de 43 700 €.

Les charges exceptionnelles du Siège sont composées pour l'essentiel d'un remboursement d'un montant de 28 000 Euros à la DG ECHO pour clôturer l'audit qui a eu lieu en 2004 sur les contrats des années 2000 à 2003.

EFFECTIFS

Effectif présent au 31/12/2008: 114

Effectif 2008 en équivalent temps plein : 113

Effectif déclaré sur la DADS 2008: 202

TABLEAU DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES BAILLEURS

TABLEAU DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES BAILLEURS						
	Créances valeur en euros du cpte 46716 au début exercice	% de créances en dépréciation	OD créances irrécouvrables 65410	Dotation aux prov pour dépréciation cpte 68714	Reprise de prov pour dépréciation cpte 78714	Solde du cpte 496716
Baillleurs douteux						
SOUDAN - UNICEF (419)	9,533	100%	7,503		9,533	
TOTAL	9,533					

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES



EMPLOIS	2008	%	2007	%
Dépenses des Opérations par pays				
Afghanistan	1 893 342		1 367 395	
Burundi	1 230 116		1 487 403	
RDC Nord Kivu & Ituri	16 354 729		11 758 518	
RDC Katanga	3 110 249		1 680 361	
Cote d'Ivoire	1 690 638		1 385 885	
Liberia	1 130 433		1 020 922	
Soudan Darfour	5 674 236		8 840 339	
Sri Lanka	97 827		541 943	
Kenya - Somalie	2 176 701		1 472 052	
Thaïlande	529 003		216 550	
Sud Soudan	996 175		623 884	
RCA	2 891 941		622 938	
Bangladesh	223 895		146 160	
Tchad	596 931			
Birmanie	576 840			
Missions fermées avant 2008:				
Indonésie, Haïti	1 612		851 192	
MISSIONS SOCIALES	39 174 668	86,8%	32 015 613	85,7%
FRAIS D'APPEL A LA GENEROSITE PUBLIQUE	1 858 133	4,1%	2 276 507	6,1%
FRAIS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	243 390	0,5%	240 709	0,6%
Frais de siège	2 181 130	4,8%	2 125 070	5,7%
Charges financières	18 155	0,0%	40 095	0,1%
Charges financières - effet change	1 084 544	2,4%	495 322	1,1%
Provisions pour risques et charges	500 980	1,1%	119 242	0,3%
Charges exceptionnelles	93 746	0,2%	51 505	0,1%
FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION	3 878 556	8,6%	2 831 234	7,6%
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE	45 154 747	100,0%	37 364 063	100,0%
Ressources affectées non-utilisées de l'exercice (1)	20 405 266		17 233 946	
TOTAL DES EMPLOIS UTILISES (2) : (1)	24 749 481	54,8%	20 130 117	53,6%
Excédent de l'exercice	451 022		172 336	
TOTAL DES EMPLOIS (2)	25 198 503		20 302 453	
TOTAL GENERAL	66 011 035		54 770 345	

RESSOURCES	2008	%	2007	%
RESSOURCES ISSUES DE LA GENEROSITE PUBLIQUE	3 475 979	5,3%	3 885 883	7,1%
Dons des particuliers	3 297 657		3 860 377	
Don exceptionnel	150 000		25 506	
Legs et donations	28 322			
AUTRES RESSOURCES PRIVEES	192 151	0,3%	255 782	0,5%
Financement d'entreprises et autres organismes privés	186 122		251 084	
Cotisations adhérents	2 436		2 073	
Activités annexes	3 593		2 624	
RESSOURCES INSTITUTIONNELLES	34 470 938	52,2%	33 533 335	61,2%
Financements France	2 723 985		2 907 141	
Financements Union Européenne	16 268 293		14 858 529	
Financements ONU	9 142 020		7 859 003	
Financements Coopérations Nationales	6 254 994		7 908 663	
Financements Autres	81 646		0	
CONTRIBUTIONS EN NATURE	9 734 797	14,7%	9 352 936	17,1%
Dons en nature PAM	1 192 859		2 713 437	
Autres dons en nature	8 500 466		6 639 500	
AUTRES RESSOURCES	1 260 575	1,9%	444 041	0,8%
Autres produits exploitation	13 016		21 060	
Produits financiers	2 522		8 301	
Produits financiers - effet change	1 089 476		278 056	
Reprise de Provisions et Amortissements	136 245		103 253	
Produits exceptionnels	20 315		33 370	
TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE (3)	49 134 438	74,4%	47 471 976	86,7%
Consommation des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs (4)	16 876 596	25,6%	7 298 369	13,3%
TOTAL DES RESSOURCES	66 011 035	100,0%	54 770 345	100,0%
Excédent de l'exercice	66 011 035		54 770 345	
TOTAL GENERAL	66 011 035		54 770 345	

TOTAL DES RESSOURCES UTILISEES (3) : (4) : 66,9% 37 364 063 58,4%

TOTAL EMPLOIS UTILISES (2) : (1) : 54,8% 24 749 481 56,9%